

Qualité des données, concepts et méthodologie

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ou lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Description des concepts de données

Introduction

À partir de l'année de référence 1999, le programme des statistiques financières et fiscales des entreprises a subi de nombreux changements importants qui ont des répercussions sur la comparabilité et la continuité historique des statistiques publiées. Des changements ont été adoptés relativement à la classification des activités économiques, à la méthodologie, aux sources de données, ainsi qu'au contenu.

Les données sont maintenant recueillies et rassemblées sur la base du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord¹ (SCIAN). En outre, elles le sont pour l'ensemble de la population des entreprises constituées en société figurant dans le Registre des entreprises de Statistique Canada. Un tel recensement est possible du fait que l'on complète les données recueillies dans le cadre de l'Enquête financière trimestrielle (EFT) de Statistique Canada et de l'enquête sur les entreprises publiques fédérales ou provinciales par des données administratives de l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC). Le contenu a été touché de deux façons. Tout d'abord, la composante fiscale des données publiées n'est pas disponible pour l'année de référence 1999. Elle sera toutefois introduite à nouveau pour l'année de référence 2001. En deuxième lieu, même si les données financières sont toujours présentées sous forme de bilan et d'état des résultats, certains postes détaillés ont changé.

Description et utilisation des données

Les données présentées ici comprennent les états financiers généralement produits par les entreprises constituées en société, en vue de rendre compte de leur position et de leur rendement financiers. Les données comprennent : l'actif, le passif et les capitaux propres compris dans un bilan; les postes des revenus et de dépenses figurant dans les états financiers, ainsi que plusieurs ratios courants de rendement financier.

Ces statistiques sont principalement utilisées de deux façons. Tout d'abord, elles fournissent une mesure de la position et du rendement financiers des entreprises constituées en société, selon des agrégations de branches d'activité. Elles sont utilisées par un éventail d'économistes et d'analystes des secteurs privé et public. En deuxième lieu, elles servent de repère pour les estimations trimestrielles des bénéfices des entreprises, dans le Système de comptabilité nationale.

Couverture

L'économie intérieure est constituée du secteur des particuliers, du secteur des entreprises et du secteur des administrations publiques. La présente publication englobe les entreprises constituées en société des secteurs financiers et non financiers, de même que les entreprises contrôlées par une administration fédérale ou provinciale. Par ailleurs, les entreprises sans but lucratif considérées comme faisant partie du secteur des entreprises constituées en société sont aussi incluses.

¹ La version du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord qui est utilisée est le SCIAN Canada 1997.

Unité statistique

Aux fins de la production des statistiques, Statistique Canada définit une structure hiérarchique d'unités pour chaque entreprise. Les quatre unités statistiques couramment utilisées sont énumérées ci-dessous, de la plus grande à la plus petite:

- * Entreprise
- * Compagnie
- * Établissement
- * Emplacement

L'unité statistique utilisée dans la présente publication est l'entreprise. Une entreprise est une famille d'établissements qui appartiennent au même propriétaire et qui sont contrôlés par ce dernier et pour lesquels un ensemble d'états financiers consolidés est produit sur une base annuelle.

Concepts, définitions et pratiques comptables

Les concepts et définitions pour la plupart des branches d'activité sont basés sur les lignes directrices de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Les branches d'activité réglementées doivent suivre les pratiques et les définitions déterminées par les responsables de la réglementation. Toutefois, ces pratiques sont généralement similaires aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Classification financière et présentation

Étant donné qu'il n'existe pas de classification type généralement acceptée pour les postes financiers, il a fallu en concevoir une pour présenter l'information de façon homogène pour toutes les entreprises. La présentation des postes financiers dans le cadre de la présente publication a été condensée dans une certaine mesure, afin de permettre une même présentation pour toutes les branches d'activité.

Classification des branches d'activité

Depuis 1999, les statistiques financières et fiscales des entreprises sont fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)². De 1988 à 1998, on utilisait la Classification canadienne type des industries pour compagnies et entreprises (CTI-C 1980).

Le SCIAN est axé sur les activités et a été élaboré par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis en vue de fournir un cadre uniforme pour la collecte, l'analyse et la diffusion des statistiques par branche d'activité utilisées par les analystes stratégiques gouvernementaux, les universitaires, les chercheurs, les entreprises et le grand public. Le SCIAN a été conçu principalement en vue de classer la production économique au niveau de l'établissement. C'est l'activité qui contribue le plus à la valeur ajoutée qui détermine le code du SCIAN pour l'établissement.

Afin de déterminer quel code du SCIAN attribuer à une entreprise statistique, on détermine un code pour chaque établissement appartenant à l'entreprise statistique. Le code du SCIAN qui correspond à la valeur ajoutée la plus importante est par la suite attribué à l'entreprise statistique. Le SCIAN (contrairement à la CTI-C 1980) ne prévoit pas de classification pour les activités intégrées. Par exemple, une entreprise pétrolière peut avoir des activités d'exploration, d'exploitation minière, de raffinage, d'expédition et de vente au détail de produits pétroliers. Alors que la CTI-C 1980 comportait un code de classification pour les activités pétrolières intégrées, dans le SCIAN, une telle entreprise est classifiée selon le code qui se rapporte à l'activité qui contribue le plus à la valeur ajoutée. Le SCIAN est une classification hiérarchique détaillée qui comporte 920 classes à 6 chiffres. Celles-ci sont agrégées en 20 secteurs d'activité, comme l'exploitation minière, la fabrication, le commerce de gros, le commerce de détail et la construction.

Les statistiques financières et fiscales annuelles des entreprises sont disponibles selon trois niveaux d'agrégation du SCIAN. Le niveau le plus agrégé englobe 23 catégories, dont 17 sont constituées des secteurs à deux chiffres du SCIAN, tandis que six se situent à un niveau plus désagrégé. Le niveau suivant d'agrégation englobe les 57 catégories figurant dans la présente publication. Il s'apparente au niveau du sous secteur à trois chiffres du SCIAN. Le niveau le plus détaillé d'agrégation englobe 153 catégories et

² Les estimations sur la base du SCIAN sont fournies pour les entreprises non financières pour 1998.

est disponible sur demande. Le système de classification des industries est de nature hiérarchique, ce qui fait que les niveaux plus détaillés de données peuvent facilement être agrégés aux niveaux supérieurs.

Exemple de classification :

Un concessionnaire d'automobiles qui vend des véhicules neufs se verrait attribuer le code 44111 du SCIAN, « Marchands d'automobiles neuves ». Aux fins de la présente publication, cette entreprise figurerait dans les agrégations suivantes :

Niveau III (153 catégories) : Groupe 4411 « Marchands d'automobiles »

Niveau II (57 catégories) : Sous secteur 441 « Marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces »

Niveau I (23 catégories) : Secteur 44-45 « Commerce de détail »

Le tableau explicatif 1 indique la composition des groupes de branches d'activité compris dans la présente publication.

Tableau explicatif 1 : Composition des groupes de branches d'activité

N° de branche d'activité	Branche d'activité SCIAN 57	Codes du SCIAN Canada 1997 inclus
1	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11
2	Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	211, 2121
3	Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	2122, 2123, 213
4	Services publics	22
5	Construction	23
6	Fabrication d'aliments	311
7	Fabrication de boissons et de produits du tabac	312
8	Fabrication de textiles, de vêtements et de produits en cuir	313, 314, 315, 316
9	Impression et activités connexes de soutien	323
10	Fabrication de produits du pétrole et du charbon	324
11	Fabrication de produits minéraux non métalliques	327
12	Transformation du bois et fabrication du papier	321, 322
13	Produits chimiques, caoutchouc et plastique	325, 326
14	Première transformation des métaux	331
15	Fabrication de produits métalliques	332
16	Fabrication de machines	333
17	Fabrication de produits informatiques et électroniques	334
18	Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	335
19	Fabrication de véhicules automobiles et de leurs pièces	3361, 3362, 3363
20	Fabrication d'autres types de matériel de transport	3364, 3365, 3366, 3369
21	Fabrication de meubles et de produits connexes	337
22	Activités diverses de fabrication	339
23	Grossistes-distributeurs de produits pétroliers	412
24	Grossistes-distributeurs de véhicules automobiles	415
25	Grossistes-distributeurs de matériaux et fournitures de construction	416
26	Grossistes-distributeurs de machines, de matériel et de fournitures	417
27	Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac	411, 413
28	Tous les autres grossistes-distributeurs	414, 418, 419
29	Marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces	441
30	Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage	444
31	Magasins d'alimentation	445
32	Magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires	448
33	magasins d'appareils électroniques et ménagers	442, 443
34	Magasins de fournitures de tout genre	452
35	Transport et entreposage	481 à 488, 491 à 493
36	Tous les autres magasins	446, 447, 451, 453, 454
37	Télécommunications	5133
38	Édition et radiotélévision	511, 512, 5131, 5132, 514
39	Activités bancaires et autres activités d'intermédiation financière par le biais de dépôts	52211, 52219
40	Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	5222
41	Coopératives de crédit et caisses populaires	52213, 52232
42	Sociétés d'assurance directe: vie, maladie et soins médicaux	52411
43	Sociétés d'assurance directe (sauf vie, maladie et soins médicaux)	52412
44	Sociétés de réassurance	52413
45	Agences et courtiers d'assurance et autres activités liées à l'assurance	5242

46	Courtiers en prêts et autres investissements financiers et activités connexes	52231, 52239, 523
47	Services immobiliers	531
48	Autres entreprises de location	532, 533
49	Conception de systèmes informatiques et services connexes	5415
50	Services professionnels, scientifiques et techniques sauf conception de systèmes informatiques	5411 - 5414, 5416 - 5419
51	Gestion de sociétés et d'entreprises	55
52	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	56
53	Services d'enseignement	61
54	Soins de santé et assistance sociale	62
55	Arts, spectacles et loisirs	71
56	Hébergement et services de restauration	72
57	Autres services, sauf les administrations publiques	81

Méthodologie statistique

Conception de l'enquête

Trois sources de données ont été jumelées pour recenser toutes les unités de la population cible. Elles consistent de :

- Les données annualisées de l'Enquête financière trimestrielle (EFT), obtenues auprès de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie de Statistique Canada.
- Une enquête sur les entreprises publiques (EP) provinciales ou fédérales qui ont des activités dans le secteur des entreprises, à partir de données obtenues de la Division des institutions publiques de Statistique Canada.
- Des données administratives sur l'impôt des sociétés, sous forme d'Index général des renseignements financiers (IGRF), obtenues auprès de la Division des données fiscales de Statistique Canada.

La base de sondage comprend 1 070 504 unités pour la population qui nous intéresse. L'Enquête financière trimestrielle (EFT) a servi à fournir les données consolidées pour 3 611 entreprises importantes. L'enquête sur les entreprises publiques a fourni des données pour 119 entreprises. Les données qui restent ont été obtenues à partir des données administratives de l'impôt des sociétés. Même si la grande majorité des données provient de sources administratives, ces données sont moins importantes du point de vue de leur contribution à l'actif et aux revenus d'exploitation (voir le tableau explicatif 2).

Collecte et traitement

Les données recueillies à partir de l'Enquête financière trimestrielle ont été annualisées, puis combinées aux données du questionnaire annuel supplémentaire qui a été envoyé par la poste aux répondants de l'enquête. Le questionnaire annuel supplémentaire a été conçu en vue d'obtenir des données détaillées additionnelles sur les dépenses d'exploitation non disponibles dans l'EFT.

Les renseignements tirés de ces trois sources de données ont été fournis sous diverses formes, avec des ensembles de variables différents. Pour fusionner les données, on a dû transformer ces trois sources en un ensemble commun de variables comprenant une série complète de données des états financiers. Certains détails ont été omis dans le processus, du fait que l'on ne pouvait obtenir ces données de toutes les sources.

Alors que les données de l'EFT et des EP ont été recueillies au niveau de l'entreprise, les données de l'IGRF, pour leur part, ont été recueillies au niveau de l'entité légale simple non consolidée. Les données pour les entités légales simples appartenant à une famille corporative (entités légales multiples) ont été cumulées au niveau de l'entreprise.

Vérification et imputation

Plusieurs vérifications sont effectuées à l'égard des données, en vue de vérifier leur uniformité et de déterminer les valeurs extrêmes. Dans le cas des unités administratives de l'impôt des sociétés non

répondantes, on effectue une imputation à partir de la méthode du « plus proche voisin » (imputation par donneur), et on utilise l'information auxiliaire disponible pour estimer les données à partir de celles d'une compagnie comportant des caractéristiques similaires. Dans le cas des unités de l'EFT non répondantes, l'imputation est effectuée à partir des données historiques, lorsque de telles données sont disponibles; autrement, on a recours à l'imputation par donneur. En l'absence de données supplémentaires annuelles, une technique d'imputation par quotient a été utilisée pour imputer les détails manquants.

Même si l'on a dû effectuer une imputation pour près de 45 % des entreprises en raison de non réponse totale, les répercussions globales de l'imputation sur les revenus d'exploitation pour l'ensemble des branches d'activité sont inférieures à 29 %. Le tableau explicatif 3 indique les effets de l'imputation sur les revenus d'exploitation ventilés selon le groupe de branche d'activité.

Tableau explicatif 2 : Contribution à l'actif et aux revenus d'exploitation, selon la source de données, 1999

	Entreprises	Pourcentage de l'actif total	Pourcentage des revenus totaux d'exploitation
Données de l'Enquête financière trimestrielle	3,611	65%	50%
Données sur les entreprises publiques	119	8%	3%
Données fiscales administratives	1 066 774	27%	47%
Total	1 070 504	100%	100%

Tableau explicatif 3 : Répercussions de l'imputation, 1999

N° de branche d'activité	Branches d'activité SCIAN 1999	Nombre d'entreprises	Revenus d'exploitation en millions de dollars	Répercussions de l'imputation sur les revenus
1	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	48 200	30 467	C
2	Extraction de pétrole de gaz et de charbon	3 146	43 679	B
3	Extraction minière sauf l'extraction de pétrole de gaz et de charbon	7 879	23 523	C
4	Services publics	880	53 275	B
5	Construction	128 720	108 348	C
6	Fabrication d'aliments	7 472	60 048	B
7	Fabrication de boissons et de produits du tabac	752	11 890	C
8	Fabrication de textiles de vêtements et de produits en cuir	7 017	17 586	C
9	Impression et activités connexes de soutien	6 356	11 085	B
10	Fabrication de produits du pétrole et du charbon	426	33 573	B
11	Fabrication de produits minéraux non métalliques	2 373	12 289	C
12	Transformation du bois et fabrication du papier	5 512	68 160	B
13	Produits chimiques caoutchouc et plastique	5 206	65 857	B
14	Première transformation des métaux	780	29 616	B
15	Fabrication de produits métalliques	9 442	29 372	C
16	Fabrication de machines	6 721	24 893	C
17	Fabrication de produits informatiques et électroniques	3 150	35 099	D
18	Fabrication de matériel d'appareils et de composants électriques	1 478	12 831	B
19	Fabrication de véhicules automobiles et de leurs pièces	1 603	141 249	A
20	Fabrication d'autres types de matériel de transport	1 303	17 195	B
21	Fabrication de meubles et de produits connexes	4 381	12 379	C
22	Activités diverses de fabrication	6 491	8 188	C
23	Grossistes-distributeurs de produits pétroliers	1 503	14 221	B
24	Grossistes-distributeurs de véhicules automobiles et de leurs pièces	5 134	28 051	B
25	Grossistes-distributeurs de matériaux et fournitures de construction	9 185	44 779	B
26	Grossistes-distributeurs de machines de matériel et de fournitures	17 999	70 604	C
27	Grossistes-distributeurs de produits alimentaires de boissons et de tabac	8 390	61 883	B
28	Tous les autres grossistes-distributeurs	33 105	89 708	B
29	Marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces	13 313	74 025	C
30	Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage	6 659	12 637	C

31	Magasins d'alimentation	18 034	69 497	B
32	Magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires	12 768	15 722	C
33	Magasins de meubles et d'accessoires de maison; magasins d'appareils électroniques et ménagers	14 853	20 752	C
34	Magasins de fournitures de tout genre	3 726	35 140	B
35	Magasins de fournitures de tout genre	45 250	87 425	B
36	Tous les autres magasins	43 398	47 809	C
37	Télécommunications	998	30 088	B
38	Édition et radiotélévision	15 189	30 081	C
39	Activités bancaires et autres activités d'intermédiation financière par le biais de dépôts	125	76 978	A
40	Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	8 229	17 737	B
41	Coopératives de crédit et caisses populaires	..	10 719	A
42	Sociétés d'assurance directe: vie maladie et soins médicaux	..	36 361	B
43	Sociétés d'assurance directe (sauf vie maladie et soins médicaux	..	24 410	B
44	Sociétés de réassurance	..	2 732	D
45	Agences et courtiers d'assurance et autres activités liées à l'assurance	..	5 733	C
46	Courtiers en prêts et autres investissements financiers et activités connexes	61 150	34 748	C
47	Services immobiliers	71 292	28 575	C
48	Autres entreprises de location	14 766	12 724	C
49	Conception de systèmes informatiques et services connexes	26 804	15 786	B
50	Services professionnels scientifiques et techniques sauf conception de systèmes informatiques	99 249	44 244	C
52	Services administratifs services de soutien services de gestion des déchets et services d'assainissement	46 932	38 747	C
53	Services d'enseignement	7 916	3 964	D
54	Soins de santé et assistance sociale	28 168	16 030	C
55	Arts spectacles et loisirs	17 136	22 552	C
56	Hébergement et services de restauration	63 066	40 764	C
57	Autres services sauf les administrations publiques	57 926	29 121	C
	Total toutes les branches d'activités :	1 020 112	2 044 949	B
51	Gestion de sociétés et d'entreprises	50 392	27 012	B
	Total toutes les branches d'activités incluant l'industrie de la gestion des sociétés et d'entreprises :	1 070 504	2 071 961	B

A	0-10%	Excellentes
B	10-33%	Très bonnes
C	33-50%	Bonnes
D	50-60%	Acceptables
E	60%+++	Non fiables

Estimation

Étant donné que les renseignements pour chaque entreprise de la population visée ont été obtenus à partir d'une de ces trois sources de données les estimations sont dérivées par la simple totalisation des données.

Les résultats d'enquête combinés ont été analysés avant la publication. En général cela comprenait un examen détaillé des réponses individuelles (particulièrement pour les entreprises les plus importantes) un examen de la situation économique générale et des tendances historiques ainsi que des comparaisons avec les sources de données fiscales et d'autres sources.

Du fait de certaines contraintes de déclaration des données financières les données pour les entreprises du secteur des assurances n'ont pu être obtenues à partir de sources administratives. Ces données ont par conséquent été dérivées à partir de l'EFT.

Exactitude des données

Même si des efforts considérables ont été déployés pour appliquer des normes élevées à l'ensemble des opérations de collecte et de traitement les estimations qui en découlent sont inévitablement sujettes à un certain degré d'erreur. Il existe deux catégories d'erreurs dans les données statistiques – les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les erreurs non dues à l'échantillonnage sont

les seules pertinentes dans le cadre du présent programme étant donné que l'on n'a pas eu recours à un processus d'échantillonnage pour produire les estimations³.

Les erreurs non dues à l'échantillonnage peuvent provenir de diverses sources et sont difficiles à mesurer leur importance pouvant différer selon l'utilisation prévue des données. Parmi les erreurs non dues à l'échantillonnage figurent les lacunes dans les données fournies par les sociétés dans leurs déclarations de revenu et les erreurs de traitement par exemple au moment de la saisie des données.

Comparabilité des données et sources reliées

Des estimations pour 1998 ont été créées selon le même cadre que pour 1999; toutefois des différences existent dans la façon dont les données ont été recueillies et traitées. Le processus continue d'évoluer du point de vue de l'amélioration de la qualité et de la réduction du fardeau pour les répondants. Les principales différences entre les deux années en ce qui a trait à la couverture aux procédés et au contenu sont énoncées dans le tableau explicatif 4.

En 1998 les données ont été recueillies au moyen d'un questionnaire annuel distinct et ont été complétées par les données de l'EFT. Le questionnaire n'a été envoyé qu'à 754 entreprises comportant des entités légales multiples et dont le revenu était supérieur à 25 millions de dollars selon le Registre des entreprises de Statistique Canada. En 1999 les données de l'EFT ont été annualisées et utilisées directement après avoir été combinées avec un questionnaire supplémentaire annuel plus restreint.

C'est en 1998 que l'on a utilisé pour la première fois les données administratives de l'IGRF et un certain nombre d'améliorations ont été apportées depuis.

Période de référence

L'objectif de la présente série annuelle est d'englober les activités des entreprises à l'intérieur d'une période de référence correspondant à l'année civile. Les données dérivées de l'Enquête financière trimestrielle correspondent à peu près à la période civile. Les données sur les entreprises publiques correspondent à leur période d'exercice et couvrent le plus souvent la période d'avril à mars des exercices des administrations publiques. Les données administratives utilisées qui proviennent de l'ADRC sont fondées sur les états financiers produits en même temps que les déclarations de revenu par les sociétés pour l'exercice prenant fin au cours de la période civile. Ainsi la période civile est estimée à partir d'agrégations de branche d'activité qui comprennent une combinaison de périodes civiles et d'exercices qui ne coïncide pas nécessairement avec la période civile.

Confidentialité

La confidentialité des données déclarées est assurée en vertu de la Loi sur la statistique. Pour cette raison les statistiques sont diffusées sous forme agrégée seulement sans qu'il soit possible d'identifier les déclarants. Les dispositions en matière de confidentialité de la Loi sur la statistique annulent celles de la Loi sur l'accès à l'information en vue de garantir la confidentialité des données déclarées par chacun des répondants.

Tableau explicatif 4 : Principales différences quant à la couverture au traitement et au contenu entre les années de référence 1998 et 1999

	1998	1999
Branches d'activités couvertes	Branches non financières seulement	Toutes les branches
Période couverte	Exercice se terminant en 1998	Année civile pour les données provenant de l'EFT et exercice se terminant en 1999 pour toutes les autres sources de données
Entreprises incluses	Entreprises actives le 31 décembre 1998	Entreprises actives pendant au moins une journée au cours de l'année civile 1999
Questionnaire	Enquête annuelle auprès des entreprises	Enquête financière trimestrielle (annualisée) et supplément annuel
Détails financiers	76 variables financières	137 variables financières

³ Sauf pour le secteur des assurances

Limites des données

Pour pouvoir s'appliquer à l'analyse des séries chronologiques ou à l'analyse transversale les définitions des données doivent être uniformes à l'intérieur d'une même période et d'une période à l'autre. En d'autres mots les écarts et les similitudes dans les données ne doivent traduire que des écarts réels et non des écarts au niveau des définitions ou des concepts employés pour produire les données.

La capacité d'utiliser les données aux fins d'analyse dépend du cadre conceptuel qui sert aux données.

Ces données sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'Institut canadien des comptables agréés. Elles ne sont pas conformes aux concepts du SCCN.

Si les PCGR conviennent à l'application des données il peut subsister des problèmes d'uniformité (entre les unités ou dans le temps) pour certains éléments pour lesquels les PCGR ne prévoient aucun traitement particulier ou permettent une certaine latitude.

L'un des problèmes généraux que posent les PCGR pour certaines applications est le fait que selon ces principes il faut déterminer le coût d'origine des éléments d'actif (c.-à-d. le coût au moment de l'acquisition). Cela signifie que les comparaisons établies dans le temps et entre les branches d'activité ne seront pas valables du point de vue du bilan ou des ratios obtenus du bilan.